

Une part de ménages vulnérables plus faible en Île-de-France que dans le reste du territoire national

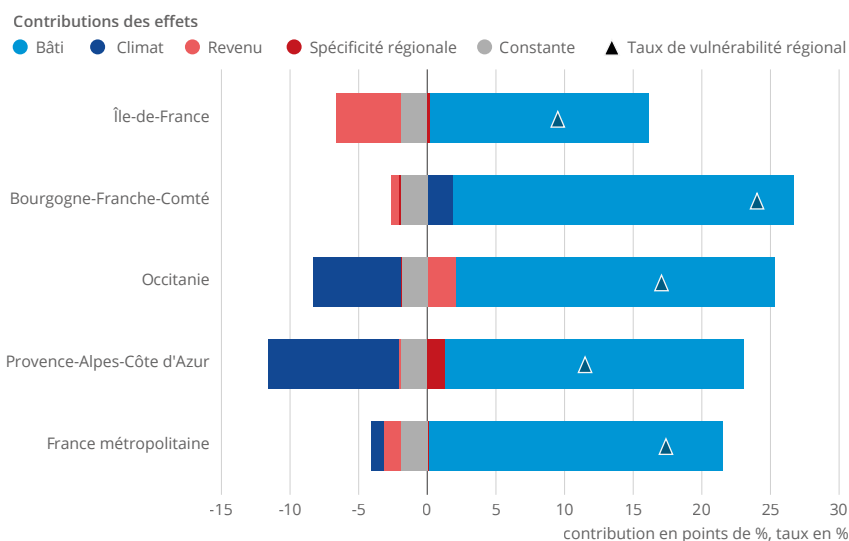
En 2021, la vulnérabilité énergétique liée au logement concerne une part plus faible de ménages en Île-de-France qu'en France métropolitaine. La région se distingue par des caractéristiques favorables du parc de logements, des niveaux de vie plus élevés et un climat tempéré, qui contribuent à limiter le poids des dépenses énergétiques dans le budget des ménages. Les contrastes territoriaux demeurent toutefois marqués au sein de la région : la vulnérabilité est plus faible au cœur de l'agglomération parisienne à l'exception de la Seine-Saint-Denis, et plus fréquente aux franges de l'Île-de-France.

En France, en 2021, la moitié des ménages consacrent plus de 4,6 % de leur revenu disponible aux dépenses énergétiques dites « conventionnelles » liées au logement, c'est-à-dire pour maintenir un confort thermique standard ► **pour comprendre**. Ceux qui dépensent au moins le double (9,2 %) sont considérés comme étant en situation de vulnérabilité énergétique.

En Île-de-France, environ 470 000 ménages se trouvent dans cette situation, soit 9,5 % d'entre eux.

La proportion de ménages vulnérables en Île-de-France est près de deux fois inférieure à celle observée en France métropolitaine (17,4 %). La région francilienne est la moins exposée, suivie de la Corse (11,4 %) et de Provence-Alpes-Côte d'Azur (11,5 %). À l'opposé, la vulnérabilité énergétique est sensiblement plus fréquente en Bourgogne-Franche-Comté (24,0 %) et dans les Hauts-de-France (22,7 %).

► 1. Décomposition du taux de vulnérabilité selon certains effets pour certaines régions



Lecture : En Île-de-France, l'effet bâti contribue à +16 points au taux de vulnérabilité régional.

Champ : Ménages vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

Les facteurs de vulnérabilité : bâti, revenus et conditions climatiques

Les écarts de vulnérabilité énergétique entre les régions reflètent essentiellement les caractéristiques du parc de logements (type, isolation, mode de chauffage), les revenus des ménages et les conditions climatiques propres à chaque région. D'autres facteurs peuvent influencer sur la vulnérabilité énergétique, mais ceux-ci sont plus marginaux et plus difficiles à

identifier. L'Île-de-France conjugue des caractéristiques favorables.

En Île-de-France, les caractéristiques du parc immobilier, telles que le type d'habitat, la qualité de l'isolation et le mode de chauffage, sont l'une des explications de la vulnérabilité énergétique relativement modérée que l'on observe au regard du niveau national. Si l'on faisait abstraction des autres effets, le taux de vulnérabilité

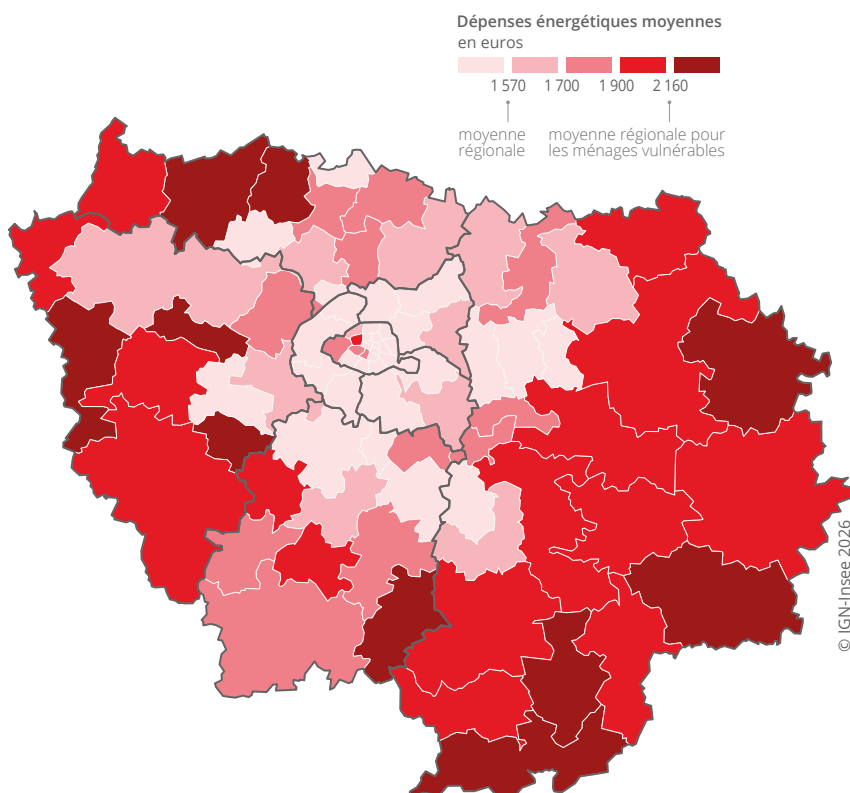
des ménages serait de 16 % en Île-de-France ► **figure 1**. À l'inverse, dans les autres régions, cet « effet bâti » est plus défavorable, notamment en Bourgogne-Franche-Comté où il conduirait à lui seul à observer près de 25 % de ménages vulnérables.

L'effet bâti se décompose en plusieurs sous-effets, dont le plus important est, en Île-de-France, la composition du parc résidentiel. Ainsi, les petits

logements collectifs sont relativement plus nombreux en Île-de-France que dans les autres régions. Or, ces logements génèrent des dépenses énergétiques plus faibles que les maisons ou les grands appartements. Le mode de chauffage constitue une autre composante de l'effet bâti, favorable en Île-de-France. En effet, les ménages franciliens bénéficient de modes de chauffage globalement moins coûteux. Le montant des dépenses de chauffage dépend à la fois du type d'énergie utilisée et de l'efficacité des installations. Or, dans la région, le fioul, qui génère des dépenses plus élevées que les autres énergies, est un combustible nettement moins utilisé que le gaz et l'électricité. En province, le recours au fioul pour se chauffer est plus répandu. En Bourgogne-Franche Comté, 1,4 point du taux de vulnérabilité est directement lié à l'importance de l'usage du fioul.

La vulnérabilité énergétique est aussi liée aux revenus des ménages. Or, l'Île-de-France s'avère être la région où le niveau de vie est le plus élevé de France métropolitaine, devant la région Auvergne-Rhône-Alpes. Cela reflète en partie la structure socio-démographique des ménages, avec une part de cadres et de diplômés du supérieur plus élevée qu'ailleurs. En outre, contrairement à d'autres biens ou services, les prix de l'énergie sont peu différenciés entre la région capitale et les territoires de province. En conséquence, le niveau de revenus tend à réduire le taux de vulnérabilité en Île-de-France par comparaison aux autres régions (-4,7 points). Il en est de même en Auvergne-Rhône-Alpes (-2,6 points). À l'inverse, les revenus en moyenne moins élevés concourent à accroître le taux de vulnérabilité observé dans d'autres régions comme l'Occitanie (+2,1 points) et les Hauts-de-France (+1,7 point).

► 2. Dépenses énergétiques conventionnelles moyennes par arrondissement parisien et par EPCI et EPT franciliens



Lecture : En moyenne, les ménages de Plaine Commune dépensent 1 236 euros par an pour leur consommation d'énergie.
Champ : Ménages vivant en résidence principale en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022, avec un revenu disponible positif.
Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

Enfin, le climat constitue le troisième effet qui explique les écarts de vulnérabilité entre régions. Plus le climat est chaud dans une région, moins les dépenses de chauffage sont élevées et plus le taux de vulnérabilité énergétique tend à diminuer. En Île-de-France, où le climat est tempéré et généralement doux ► **encadré**, son impact est donc très faible. Dans

le Sud de la France, le climat chaud contribue fortement à minorer le taux de vulnérabilité, notamment en Corse et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (-10 points environ). À l'opposé, le climat continental tend à augmenter la vulnérabilité en Auvergne-Rhône-Alpes (+2,4 points) et dans le Grand Est (+2,3 points).

► Encadré - L'effet des îlots de chaleur

Selon l'Agence régionale de la biodiversité d'Île-de-France, la région est au carrefour des différents climats en France : à l'ouest l'influence océanique, à l'est l'influence continentale, au sud l'influence subméditerranéenne et au nord l'influence tempérée. En réalité, les écarts de températures les plus élevés entre les territoires franciliens s'observent essentiellement la nuit sous l'effet des îlots de chaleur urbain (ICU) [L'Institut Paris Région ; 2023]. En ville, les matériaux, l'absence d'eau et de végétation, et la concentration d'activités anthropiques contribuent à réchauffer de plusieurs degrés l'air de façon durable, là où les sols des zones moins urbanisées stockent et réémettent beaucoup moins de chaleur durant la nuit. En période hivernale, les besoins en chauffage sont donc légèrement inférieurs au centre de Paris qu'en grande couronne. En période chaude, comme lors de canicules, cet effet réduit le confort des logements situés dans ces îlots. Néanmoins, en raison de la faible part d'équipements des logements franciliens en climatiseurs (contrairement aux locaux de bureaux), la dépense conventionnelle ne s'en trouve pas affectée et l'effet des îlots de chaleur ne joue donc pas sur la vulnérabilité énergétique des logements. Ce constat pourrait évoluer à l'avenir, selon le niveau d'équipement résidentiel en climatisation et le degré d'adaptation des logements au changement climatique.

La dépense énergétique moyenne est plus faible en Île-de-France

En 2021, la dépense énergétique conventionnelle des ménages dans la région s'établit en moyenne à 1 570 euros par an contre 1 730 euros en France métropolitaine.

À l'échelle des intercommunalités, la facture énergétique théorique moyenne, au regard des caractéristiques de l'habitat, est inférieure à 1 570 euros dans la très grande majorité des établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand-Paris et des arrondissements parisiens. Seuls font

exception deux EPT situés à l'Est, Grand Paris Grand Est en Seine-Saint-Denis et Grand Paris Sud Est Avenir dans le Val-de-Marne, ainsi que cinq arrondissements de l'ouest de Paris (les 6^e, 7^e et 8^e ainsi que les 16^e et 17^e) ► **figure 2**. À l'inverse, la facture moyenne dépasse 2 160 euros dans quelques EPCI aux franges de la région. Cela concerne par exemple le Gâtinais Val-de-Loing et Bassée-Montois, en Seine-et-Marne, le Pays Houdanais dans les Yvelines ou encore Vexin Centre dans le Val-d'Oise.

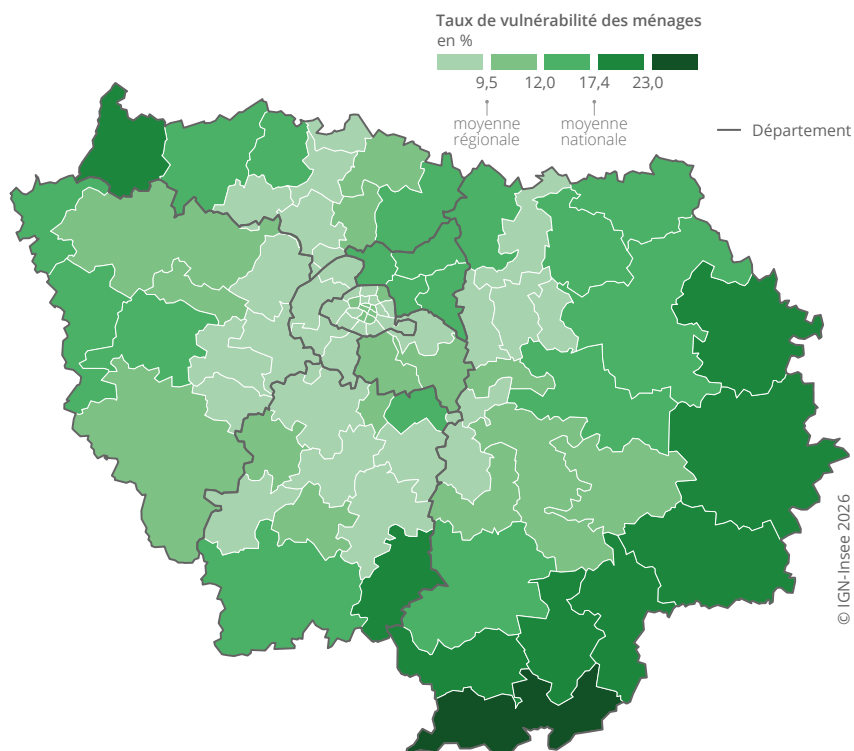
Une moindre vulnérabilité au cœur de la région, à l'exception de la Seine-Saint-Denis

La répartition des revenus en Île-de-France vient modifier sensiblement la géographie de la vulnérabilité dans la région ► **figure 3**, au regard de ce qui découlerait des seules caractéristiques du parc de logements.

Ainsi, la part des ménages énergétiquement vulnérables varie de 6,5 % pour les Hauts-de-Seine à 12,8 % pour la Seine-Saint-Denis. À Paris (8,7 %) et dans les Yvelines (8,4 %), la proportion de ménages vulnérables est inférieure à la moyenne régionale, tandis qu'elle s'en rapproche dans l'Essonne et le Val-de-Marne. À l'inverse, la vulnérabilité énergétique est plus fréquente dans le Val-d'Oise (10,1 %) et en Seine-et-Marne (11,7 %).

Le niveau de vie plus élevé contribue à minorer la vulnérabilité énergétique des ménages à Paris, dans les Hauts-de-Seine

► 3. Taux de vulnérabilité par intercommunalité francilienne ou arrondissement parisien en 2021



Lecture : Dans la communauté d'agglomération Étamptois Sud-Essonne, 13,6 % des ménages sont en situation de vulnérabilité énergétique.

Champ : Ménages vivant en Île-de-France au 1^{er} janvier 2022 et dont le revenu disponible annuel est positif.

Sources : Insee, Fidéli 2022 ; SDES, bilan annuel de l'énergie 2021 ; Ademe, base des DPE juillet 2022-juin 2023.

et les Yvelines. C'est en particulier le cas dans les quelques intercommunalités yvelinoises où la dépense conventionnelle est élevée. A contrario, la Seine-Saint-Denis est le seul département francilien où un effet « revenu » fait augmenter le taux de vulnérabilité. Les dépenses

énergétiques conventionnelles y sont certes plus faibles (1 450 euros en moyenne par an contre 1 570 euros dans la région), mais le niveau de vie médian est nettement inférieur à celui de la région (19 000 euros contre 25 000 euros). ●